

L'ESSENTIEL DE L'ÉCO

Octobre 2026

À RETENIR CE MOIS-CI !



Taux d'inflation sur 1 an en septembre :

+3,1 %



Évolution du niveau de vie réel en 2026* :

-0,7 %



Nombre de demandeur·euses d'emploi en catégorie A au T3 2026 :

3,353 millions

L'inflation accélère sur un an en septembre

En septembre 2026, les prix à la consommation ont baissé de 0,3 %, après +0,7 % en août. Cette diminution s'explique surtout par la baisse saisonnière des prix des services (-1,4 %), en sortie des vacances d'été. Ainsi, ceux des services d'hébergement ont baissé de 15 % et ceux des transports de 9,8 %. Les prix de l'énergie continuent d'augmenter (+3,9%) tandis que ceux des produits manufacturés (+0,5%) et de l'alimentation (+0,1%) ralentissent.

Par rapport à septembre 2025, l'inflation grimpe à 3,1 %, après 2,4 % en août (p.9 et p.31 des annexes). Cette hausse s'explique principalement par les prix de l'énergie (+21,3%). Ainsi, les prix du carburant ont augmenté de 34,4 % sur un an, dont 44,1 % pour le gazole et 25,7 % pour l'essence. Se chauffer devient de plus en plus cher également. Les prix du gaz sont en hausse de 19 % et ceux des combustibles liquides, composés en grande partie du fioul domestique, de 64,6 % *(p.33 des annexes)*.

Parmi les autres hausses sensibles de prix que nous pouvons constater sur un an, figurent les légumes (+9 %), notamment les légumes frais, dont la hausse peut atteindre plus de 30 % pour certaines catégories. De même, les services de garde d'enfants ont vu leurs tarifs progresser de 17,7 % et ceux des services de téléphonie mobile de 16,9 %.

Le pouvoir d'achat sous tension

Les ménages ont déjà été particulièrement affectés par l'épisode inflationniste de 2022-2023. Les salaires dans le privé ont perdu durant cette période plus de 3 % de pouvoir d'achat et ceux de la fonction publique ont baissé de 2%.

Les données définitives publiées récemment ont montré qu'un certain rattrapage a eu lieu depuis. Ainsi, en 2024, le pouvoir d'achat dans la fonction publique a crû de 1,7 % *(p.52 des annexes)*. Pour le secteur privé, en 2025, le salaire médian réel[1] a augmenté de 1,5 % et le salaire mensuel de base[2] de 1 % *(p.51 des annexes)*. Cependant, ces évolutions positives entre fin 2023 et 2025 n'ont pas permis au pouvoir d'achat des salaires de retrouver son niveau de début 2021.

Pire encore, si l'on s'intéresse au niveau de vie[3] réel, celui-ci a tout de même reculé de 0,7 % en 2025, soit plus qu'en 2022 *(p.54 des annexes)*. Et il pourrait encore chuter de 0,7 % en 2026 et rester dans une perspective décroissante en 2027, pour la troisième année consécutive !

S'agissant des salaires, le regain de l'inflation que l'on connaît depuis début 2026 devrait stopper la dynamique de rattrapage de leur pouvoir d'achat. En effet, l'évolution des salaires de base connaît une tendance à la stagnation depuis le premier trimestre. De plus, selon l'Institut français d'économie (IFE), le salaire mensuel par tête[4] réel devrait diminuer de 0,4 % cette année.

Hausse du nombre de demandeur·euses d'emploi au 3ème trimestre

Le nombre de demandeur·euses d'emploi inscrit·es à France Travail continue d'augmenter. Au troisième trimestre 2026, 3,353 millions étaient classé·es en catégorie A *(p.12)*, soit les personnes à la recherche d'un emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois.

Ce chiffre est en hausse de 0,9 % par rapport au trimestre précédent et de 2,1 % sur un an.

En comptant les personnes qui ont exercé une activité professionnelle au cours du mois, même quelques heures (catégories B et C), le nombre d'inscrit·es à France Travail s'élève à plus de 5,8 millions, en augmentation de 0,8 % sur le trimestre et de 2,4 % sur un an. En ajoutant les demandeur·euses non tenu·es de rechercher un emploi car en formation, maladie ou contrat aidé (catégories D et E) et celles et ceux en parcours social ou en attente d'orientation, 7,571 millions de personnes étaient suivies par le service public de l'emploi au troisième trimestre *(p.44 des annexes)*.

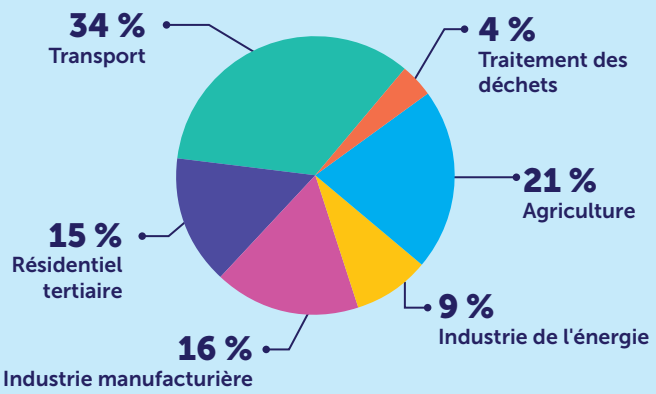
Notons que sur un an, les effectifs inscrits à France Travail depuis plus d'un an ont progressé de 8,4 %. Par ailleurs, seulement 39,8 % des demandeur·euses d'emploi étaient indemnisé·es au titre de l'assurance chômage au deuxième trimestre 2026, en baisse de 1 point sur un trimestre *(p.12 et p.45 des annexes)*.

[1] Réel, c'est-à-dire après prise en compte de l'inflation (= pouvoir d'achat du salaire).
[2] Le salaire de base, c'est le salaire brut inscrit en haut de la fiche de paie (hors heures supplémentaires, primes).
[3] Le niveau de vie est le revenu disponible de l'ensemble du ménage (salaires, revenus du patrimoine, prestations sociales, moins les impôts directs et cotisations sociales), divisé par le nombre de personnes vivant dans le foyer, mesuré sous forme d' unités de consommation. (cf. p.54 des annexes)
[4] Le salaire moyen par tête (SMPT) intègre le salaire brut, les primes (type prime de partage de la valeur) et les heures supplémentaires.
*Prévisions

TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE

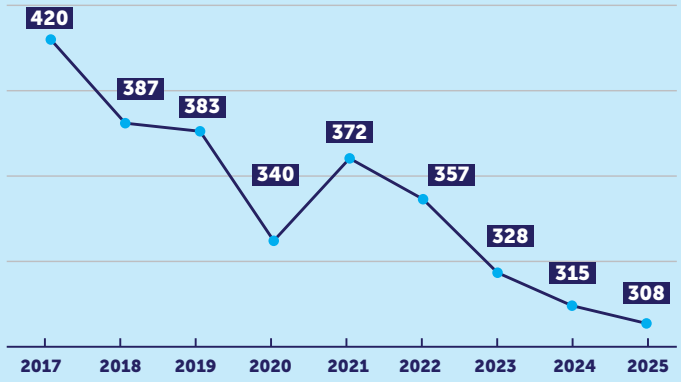
pp.5-8 des annexes

PART DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE (GES) PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN FRANCE EN 2025 (EN %)



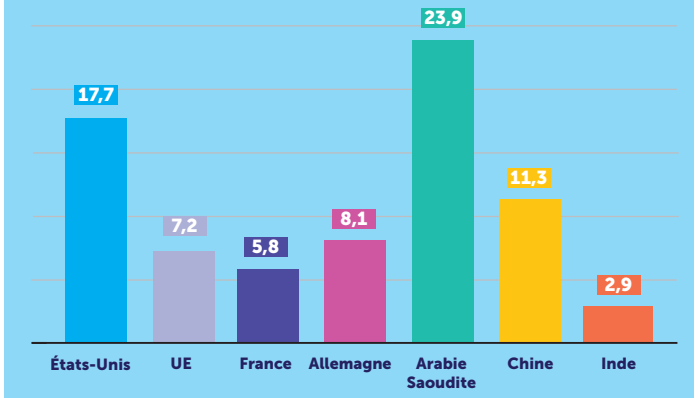
Source : CITEPA, 2026

ÉMISSIONS NETTES DE GES EN FRANCE (EN MILLIONS DE TONNES ÉQUIVALENT CO2)



Source : CITEPA, 2026

ÉMISSIONS DE GES PAR HABITANT·E EN 2023 (EN TONNE ÉQUIVALENT CO2)



Source : SDES, 2025, pays et territoires choisis.



COÛTS LIÉS AUX DOMMAGES CLIMATIQUES (MONDE)

1 000 milliards de dollars[1]

entre 2020 et 2024



CONSOMMATION D'EAU POUR LES DATA CENTERS DANS LE MONDE (2025)

4 500 milliards de litres[2]



JOUR DU DÉPASSEMENT[3]

Monde (2026) : **30 juillet** (+6 jours / 2025)

France (2026) : **24 avril** (+5 jours / 2025)

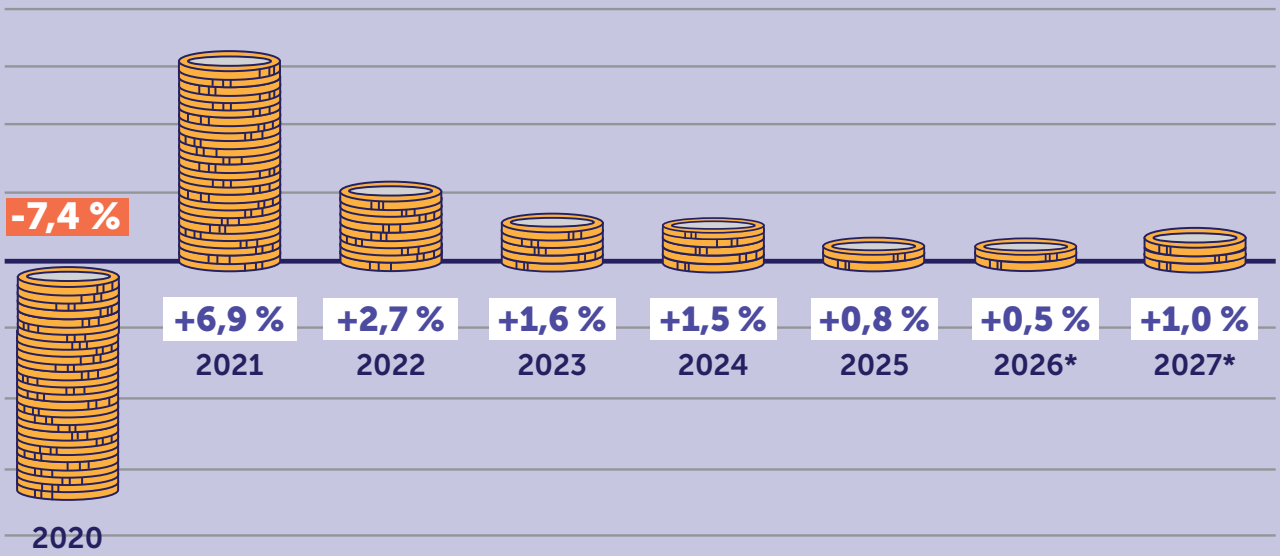
Source : Université des Nations-Unies, 2026

[1] Soit l'équivalent du PIB de la Suisse.
[2] Soit l'équivalent de la consommation annuelle d'eau potable en France.
[3] Jour du dépassement : Jour à partir duquel l'humanité a consommé l'ensemble des ressources naturelles que la planète peut générer en un an.

PIB

p.10 des annexes

TAUX DE CROISSANCE DU PIB



PIB EN 2025



2 991,1 MILLIARDS
d'euros

TAUX DE CROISSANCE DU PIB





Zone euro
1,4 %

UE
1,5 %

2025

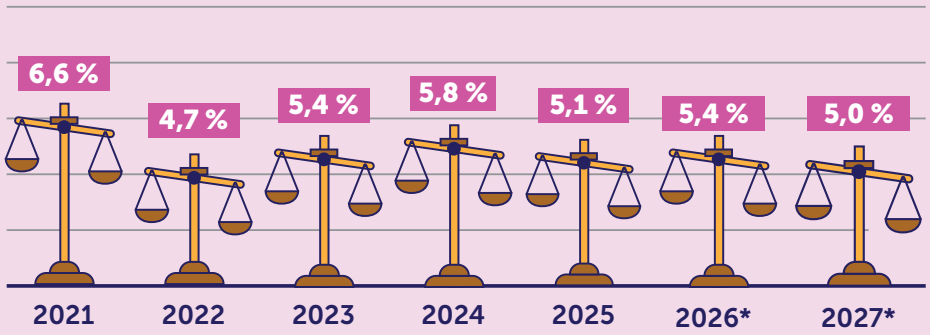
Sources : Commission européenne, INSEE, PLF 2027, 2026
PIB = Produit Intérieur Brut

**Prévisions*

COMPTES PUBLICS

pp.15-19 des annexes

DÉFICIT PUBLIC (EN % DU PIB)



2025

152,5 MILLIARDS
d'euros

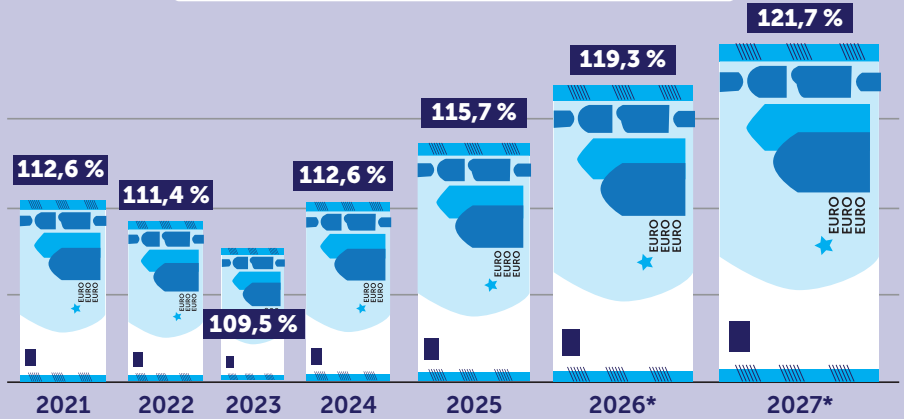
SOLDE PUBLIC

Zone euro
-2,9 %
du PIB

UE
-3,1 %
du PIB

2025

DETTE PUBLIQUE (EN % DU PIB)



2025

3 460,5 MILLIARDS
d'euros

DETTE PUBLIQUE

Zone euro
88,7 %
du PIB

UE
82,8 %
du PIB

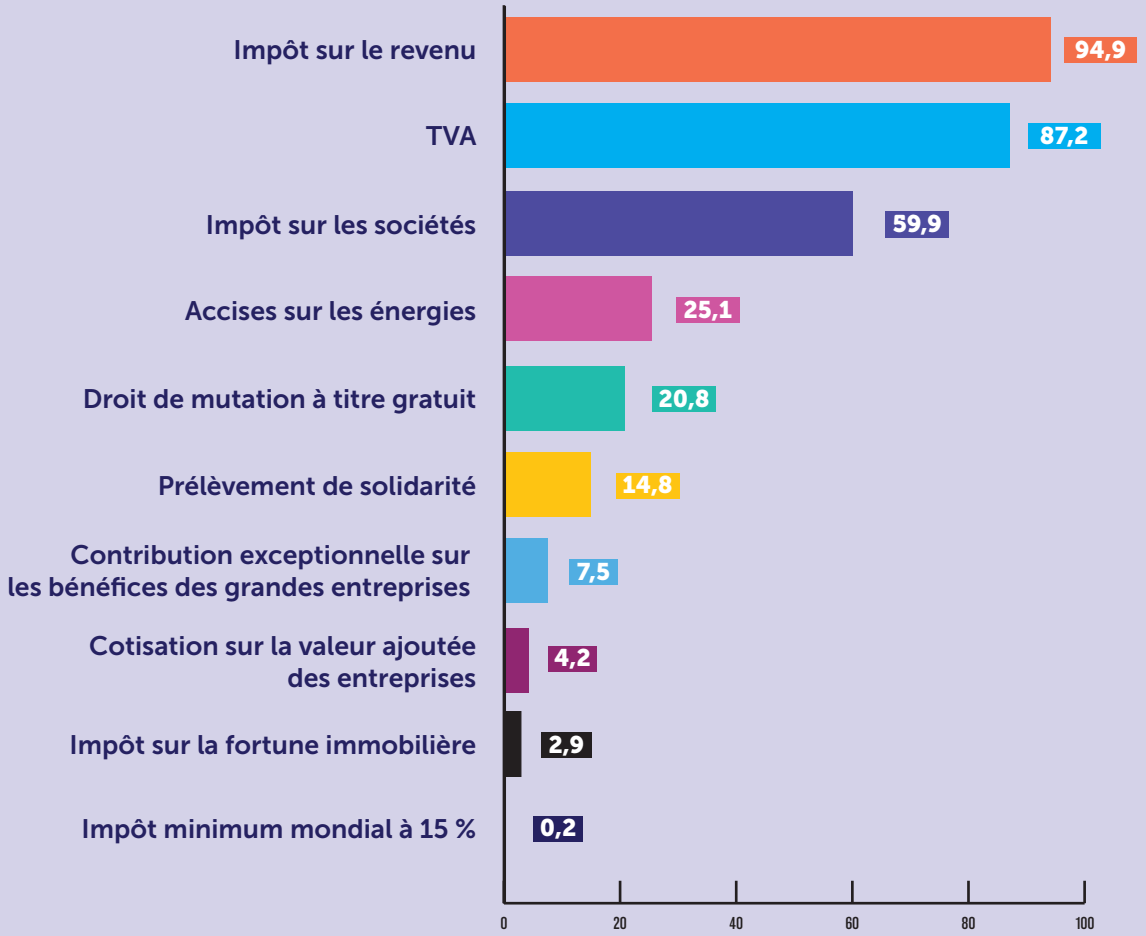
2025

Sources : Commission européenne, INSEE, PLF 2027, 2026

**Prévisions*

pp.20-21 des annexes

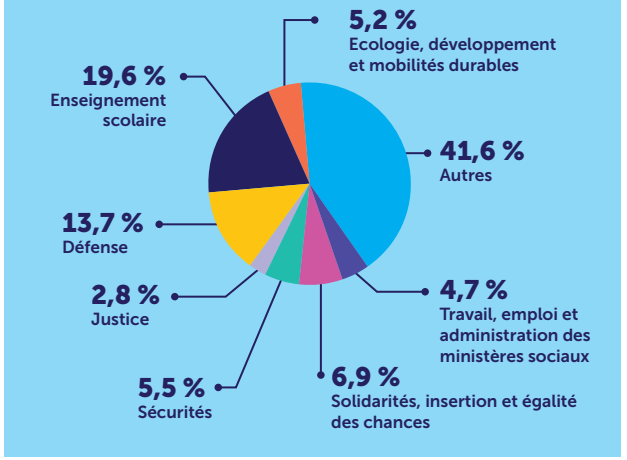
PRINCIPALES RECETTES FISCALES DE L'ÉTAT EN 2025 (EN MILLIARDS D'EUROS)



Source : LRGACA, 2026

Note : Nettes des remboursements et dégrèvements.

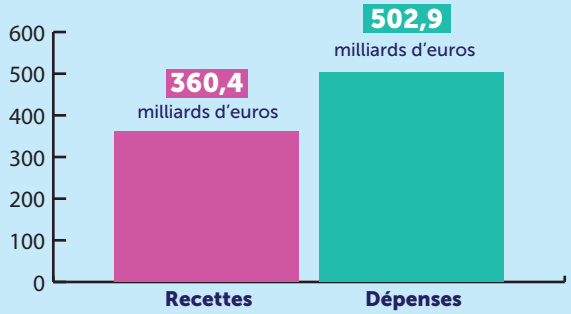
BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION EN 2025 (EN %)



Source : LRGACA, 2026

Note : Crédits de paiement par mission en pourcentage des dépenses nettes de l'Etat (hors fonds ce concours).

RECETTES ET DÉPENSES NETTES DE L'ETAT EN 2025

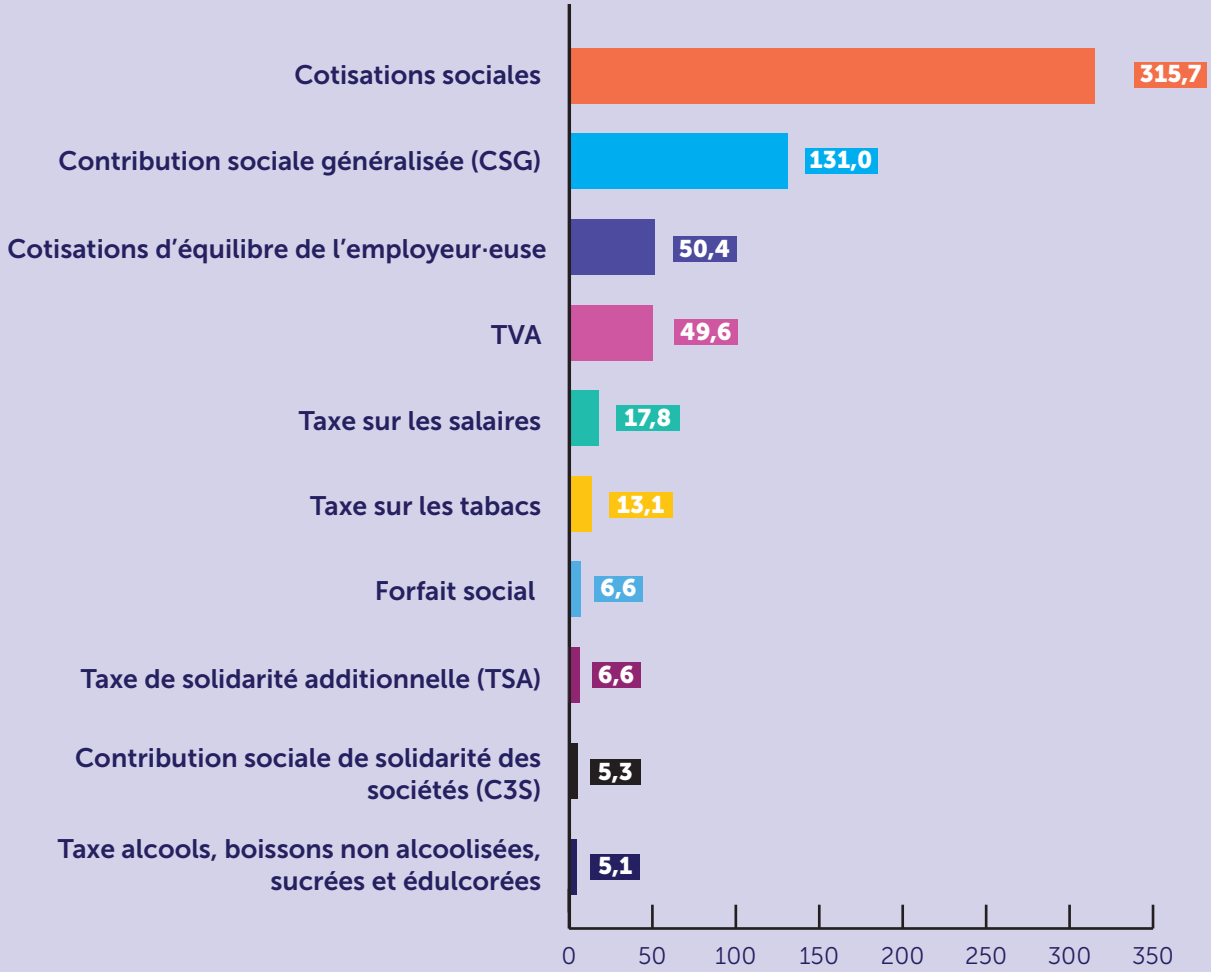


Source : PLF 2027, 2026

COMPTES PUBLICS

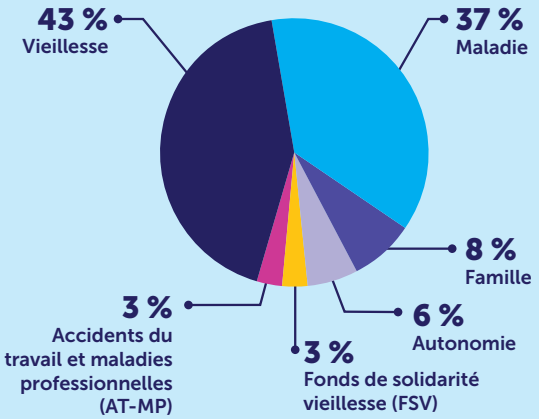
p.22 des annexes

PRINCIPALES RECETTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE EN 2025 (EN MILLIARDS D'EUROS)



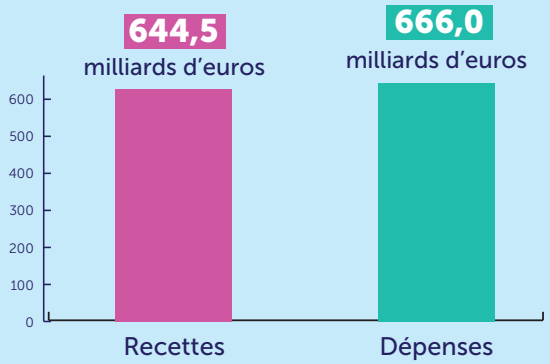
Source : CCSS, 2026

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE SÉCURITÉ SOCIALE EN 2025 (EN %)



Source : CCSS, 2026

RECETTES ET DÉPENSES DU RÉGIME GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ SOCIALE ET DU FSV EN 2025

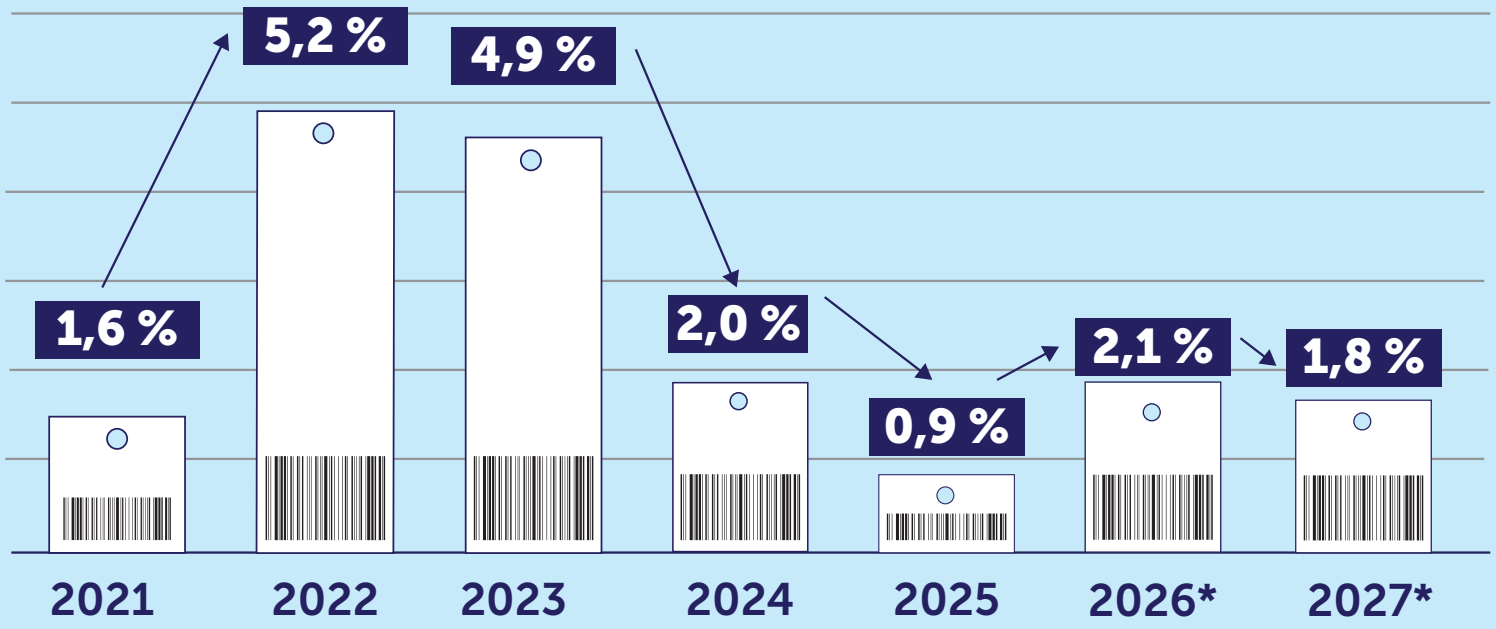


Source : CCSS, 2026

INFLATION

pp.26-30 des annexes

TAUX D'INFLATION (EN MOYENNE ANNUELLE)



INFLATION



Zone euro

2,1 %

UE

2,5 %

2025

Sources : Commission européenne, INSEE, PLF 2027, 2026

**Prévisions*

INFLATION

pp.31-34 des annexes

Évolution des prix entre septembre 2025 et septembre 2026 **+3,1 %**

ALIMENTATION



+1,6 %

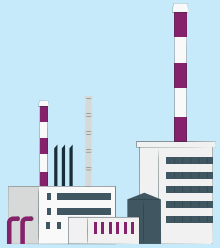
TRANSPORT



Dont carburants : **+34,4 %**

+9,9 %

LOGEMENT, EAU, ÉLECTRICITÉ, GAZ ET AUTRES COMBUSTIBLES



Dont gaz : **+19,0 %**

+4,4 %

LOISIRS, SPORT ET CULTURE



+0,3 %

PROTECTION SOCIALE*



+3,2 %

ASSURANCE



Dont transport : **+7,4 %**

Dont habitation : **+3,9 %**

Dont santé : **+2,5 %**

+4,4 %

HABILLEMENT ET CHAUSSURES



-0,8 %

INFORMATION ET COMMUNICATION



+3,2 %

Source : INSEE, 2026

*La catégorie protection sociale de l'INSEE renvoie aux prix des services de garde d'enfants, des maisons de retraites pour personnes âgées et foyers pour personnes en situation de handicap et les services d'aides à domicile pour ces mêmes publics *(cf.page 33 des annexes)*.

EMPLOI

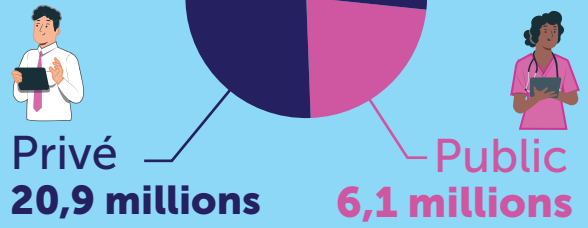
POPULATION ACTIVE

31,8 millions



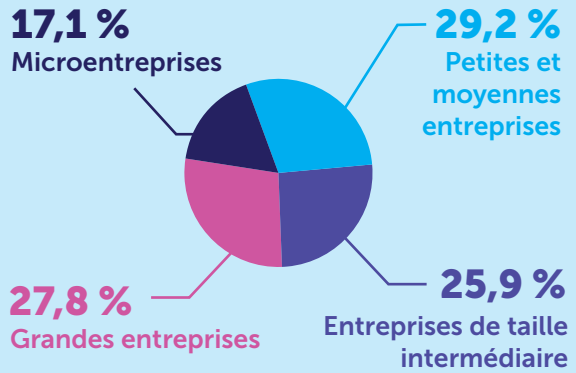
2025

SALARIÉ-ES



2025

SALARIÉ-ES PAR TAILLE D'ENTREPRISE



2023

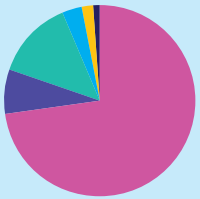
EMPLOIS NON-SALARIÉS



3,5 millions

2025

TYPE DE CONTRAT



- CDI **73,1 %**
- CDD **7,6 %**
- Indépendant·es **13,5 %**
- Alternance, stage **3,5 %**
- Intérim **1,8 %**
- Sans contrat ou inconnu **0,5 %**

2025

TEMPS PARTIEL



17,6 %
des personnes en emploi

26,6 %
des femmes en emploi

2025

Source : INSEE, 2026

EMPLOI

pp.37-42 des annexes

PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP



TAUX DE CHÔMAGE

11,5 %

- Hommes 12,2 %
- Femmes 10,8 %

TAUX D'EMPLOI



41,4 %

- Hommes 40 %
- Femmes 42,7 %

2025

JEUNES (15-24 ANS)



TAUX DE CHÔMAGE

21,6 %

- Hommes 21,2 %
- Femmes 22,2 %

TAUX D'EMPLOI



33,8 %

- Hommes 36,2 %
- Femmes 31,3 %

T2 2026

SÉNIORS (55-64 ANS)



TAUX DE CHÔMAGE

5,2 %

- Hommes 5,4 %
- Femmes 5,1 %

2025

TAUX D'EMPLOI



62,1 %

- Hommes 63,9 %
- Femmes 60,4 %

T2 2026

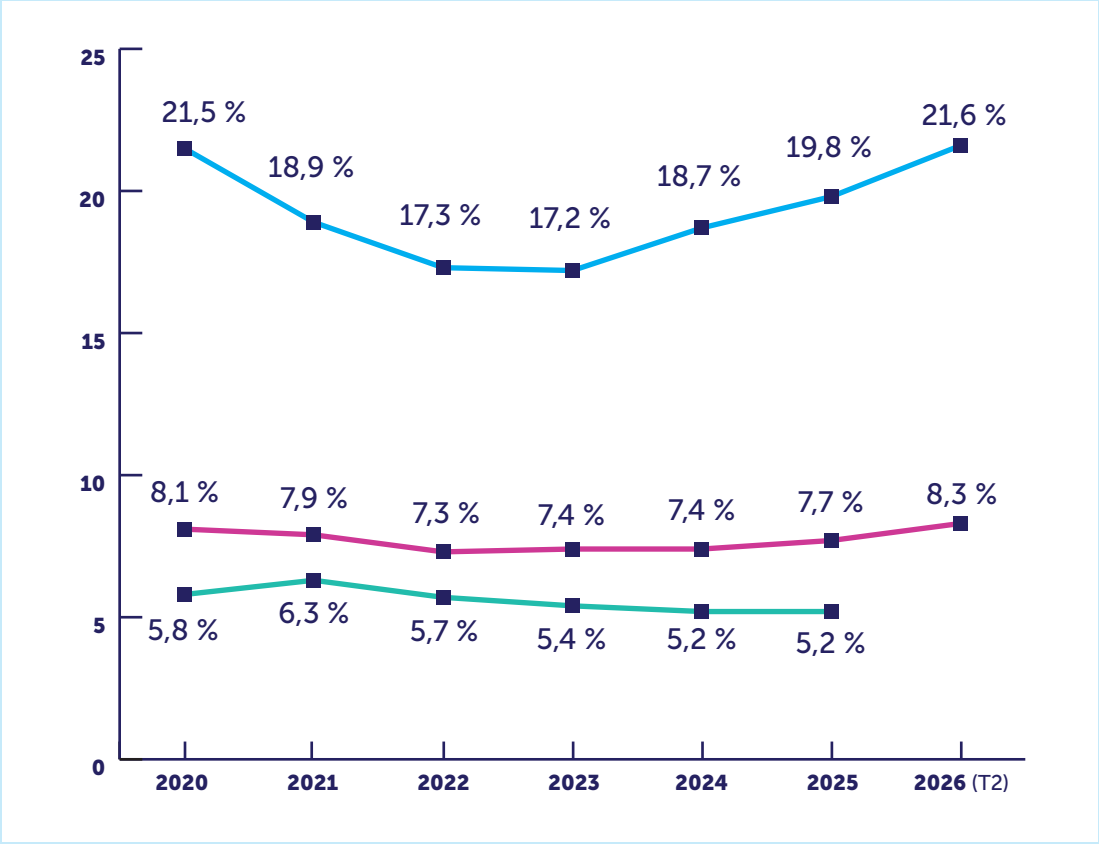
Sources : Dares, INSEE, 2026

CHÔMAGE

pp.37-45 des annexes

TAUX DE CHÔMAGE

(moyenne annuelle, sauf mention contraire)



Taux de chômage

Taux de chômage des 15-24 ans

Taux de chômage 55-64 ans

NOMBRE DE CHÔMEUR-EUSES

(T2 2026)

2,677 millions



Hommes
1,398 million



Femmes
1,279 million

NOMBRE DE DEMANDEUR-EUSES D'EMPLOI

(CATÉGORIE A - T3 2026)

3,353 millions



Hommes
1,733 million



Femmes
1,620 million

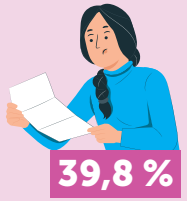
ALLOCATION CHÔMAGE MOYENNE NETTE



1 055 euros

T1 2026

PART DES DEMANDEUR-EUSES D'EMPLOI INDEMNISÉ-ES PAR L'ASSURANCE CHÔMAGE



39,8 %

T2 2026

TAUX DE CHÔMAGE



Zone euro

6,3 %



UE

6,0 %

2025

Sources : Commission européenne, INSEE, Dares, Unédic, 2026

**Prévisions*

SALAIRE ET NIVEAU DE VIE

pp.47-56 des annexes

Niveau de vie moyen	**2 533 €** en 2024
Niveau de vie médian	**2 228 €** en 2024



SEUIL DE PAUVRETÉ

(à 60% du niveau de vie médian)

1 337 € en 2024



TAUX DE PAUVRETÉ

15,4 %

9,8 millions de personnes en 2024 ont un niveau de vie inférieur à 1 337 euros mensuels



Hommes
14,9 %



Femmes
15,8 %

	HORAIRE	MENSUEL
SMIC brut	**12,31 €**	**1 867,02 €**
SMIC net	**9,74 €**	**1 477,93 €**

Au 1er juin 2026

SALARIÉ·ES AU SMIC*

2,1 millions

Soit 11,8 % des salarié·es



25,6 %
des salarié·es à temps partiel



59,6 %
de femmes



21,9 %
des salarié·es des TPE

*Au 1er janvier 2026, pour cette donnée et les suivantes

TAUX DE PAUVRETÉ



Zone euro
16,6 %



UE
16,2 %

2024

NIVEAU DE VIE MÉDIAN



Zone euro
1 980 €



UE
1 799 €

2024

Sources : Dares, Eurostat, INSEE, 2026

SALAIRES ET RÉMUNÉRATION

pp.49-52 des annexes

FONCTION PUBLIQUE

point d'indice de la fonction publique*

4,92278 €

Salaires nets mensuels en 2024 dans la fonction publique

	STRUCTURE DES EFFECTIFS	SALAIRE MOYEN	SALAIRE MÉDIAN
Ensemble	100 %	2 742 €	2 451 €
Fonction publique d'Etat	42 %	3 018 €	2 823 €
Fonction publique hospitalière	22 %	2 896 €	2 474 €
Fonction publique territoriale	36 %	2 317 €	2 114 €
Femmes	65 %	2 638 €	2 401 €
Hommes	35 %	2 934 €	2 562 €

Source : Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, 2026

Champ : France (hors Mayotte), y compris bénéficiaires de contrats aidés, en équivalent temps plein mensualisé. Hors militaires, hors assistant·es maternel·les et familiaux, hors apprenti·es, hors internes et externes des hôpitaux publics.

*Base de calcul de la rémunération indiciaire des agent·es publics (fonctionnaires et contractuel·les). Sa dernière augmentation, équivalente à 1,5 %, remonte à juillet 2023.

SECTEUR PRIVÉ



Salaires nets mensuels en 2025

	STRUCTURE DES EFFECTIFS	SALAIRE MOYEN	SALAIRE MÉDIAN
Ensemble	100 %	2 797 €	2 238 €
Cadres	23,5 %	4 711 €	3 750 €*
Professions intermédiaires	20,5 %	2 681 €	2 440 €
Employé·es	27,8 %	1 979 €	1 810 €
Ouvrier·ères	28,2 %	2 091 €	1 950 €
Femmes	42 %	2 578 €	2 128 €
Hommes	58 %	2 956 €	2 328 €

Source : INSEE, 2026

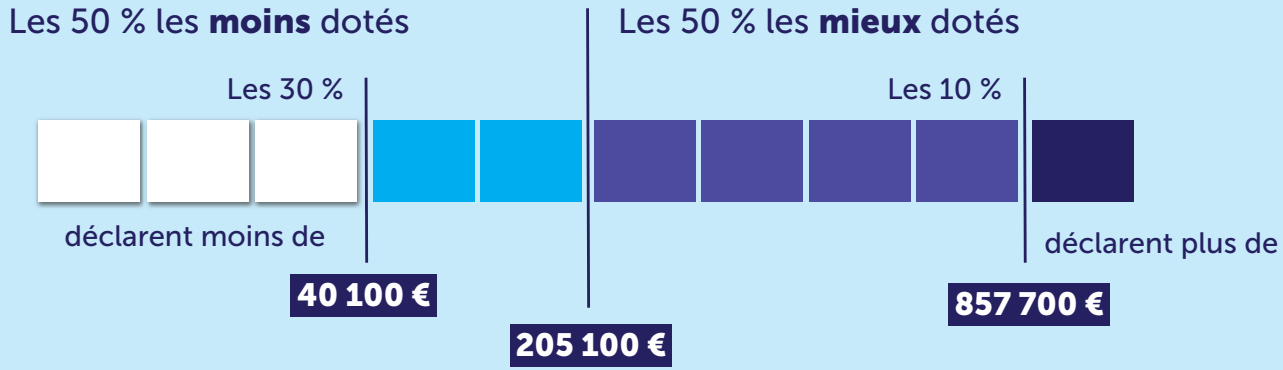
Champ : France hors Mayotte, salarié·es du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprenti·es, stagiaires, salarié·es agricoles et salarié·es des particuliers employeurs.

*2024 pour le salaire médian par catégorie socioprofessionnelle.

PATRIMOINE

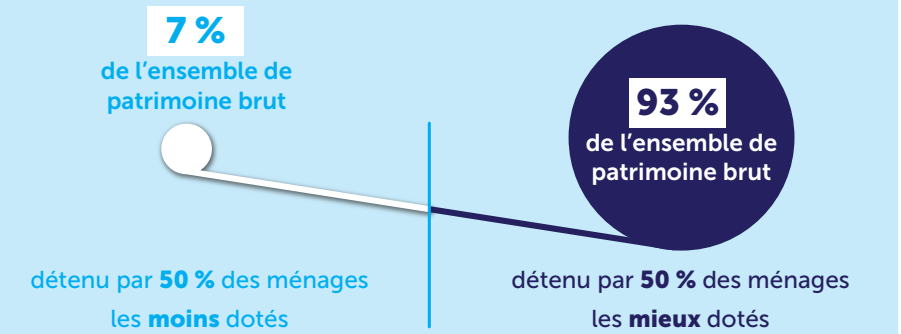
pp.58-63 des annexes

DÉCILES DE MONTANT DE PATRIMOINE BRUT EN 2024

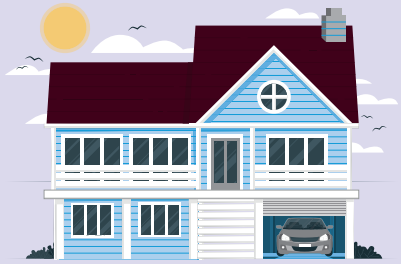


Source : INSEE, 2025

UNE FORTE INÉGALITÉ DE LA RÉPARTITION DU PATRIMOINE



MONTANT MOYEN DE PATRIMOINE BRUT EN 2024

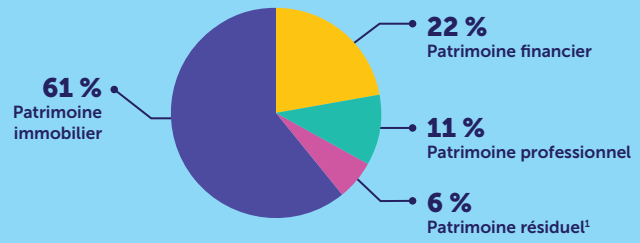


373 900 euros

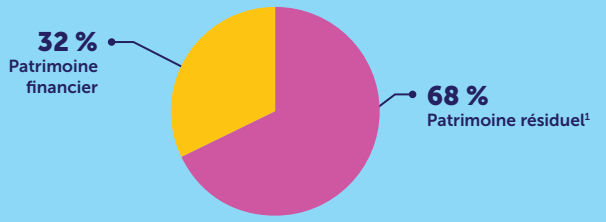
Source : INSEE, 2025

MONTANTS DES DÉCILES DE PATRIMOINE BRUT EN 2014

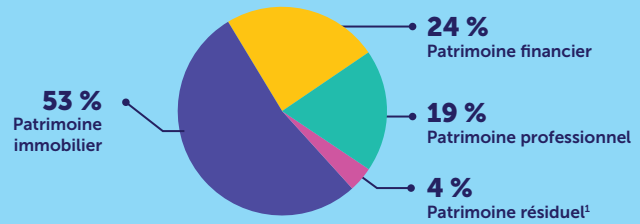
Ensemble des ménages



10 % les moins dotés



10 % les plus dotés



Source : INSEE, 2025

[1] Patrimoine résiduel : biens durables, voitures, bijoux, œuvres d'art...

L'ESSENTIEL DE L'ÉCO



POUR ALLER PLUS LOIN ...

Retrouvez L'essentiel de l'éco sur internet : https://lien.unsa.org/essentieleco
Vous pourrez consulter aussi les annexes, avec des données plus détaillées et d'autres indicateurs qui pourront vous intéresser.

Pour suivre l'actualité du secteur économie, emploi, formation professionnelle, c'est ici : https://www.unsa.org/thematiques/

Et pour s'abonner à la newsletter "Transitions et parcours", c'est ici !

Pour nous contacter :
eco.formpro@unsa.org